

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

• Allemagne de l'Ouest

Brejnev menace :

«ATTENTION, UNE NOUVELLE GUERRE EST POSSIBLE»

Pendant les quatre jours que Brejnev vient de passer en Allemagne de l'Ouest, les salons de Bonn ont résonné de ses discours enflammés sur la « détente » et sa volonté de paix, mais aussi des menaces voilées à l'intention de ceux qui résistent à ses volontés, c'est ainsi qu'il a déclaré à la télévision allemande : « Il ne doit pas y avoir de guerre, mais le temps presse, chaque jour perdu, chaque délai, chaque retard peuvent coûter cher. Il n'est un secret pour personne que l'avenir de l'Humanité est en péril. »

Les dirigeants de tous les grands partis bourgeois reçus par Brejnev, se sont mis au diapason de leur hôte et ont tenu le langage qu'il souhaitait entendre.

Un communiqué commun et une déclaration sur la « coopération économique » pour les 25 années à venir ont été signés samedi. Bien que ce ne soient que des déclarations d'intentions sans objectifs concrets, ils constituent une victoire de Brejnev dans l'offensive politique qu'il vient de lancer à Bonn.

(suite page 8)



Le sourire est de rigueur mais le doigt que Brejnev brandit de façon autoritaire vers Joseph Strauss n'en est pas moins menaçant. « Attention, la paix est fragile... » indique-t-il.

L'HUMANITE ROUGE A «TRIBUNE LIBRE»

Sur FR3, mercredi 10 mai à 19h40

SUR LE THEME

«LES MILITANTS MARXISTES- LENINISTES S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF»

(Voir article page 3)

Discutez-en autour de vous et organisez une écoute collective



Editorial

S'unir dans la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre

Le gouvernement Giscard-Barre, reconduit à la suite des dernières élections, a bien vite montré ses intentions. La politique qu'il veut mener n'est autre que celle mise en œuvre depuis plus d'une année par le gouvernement Giscard-Barre précédent.

Les plans Barre I et Barre bis avaient consisté à faire supporter à la classe ouvrière et aux travailleurs le poids de la crise en épargnant les patrons, les banquiers, les grands propriétaires fonciers et autres capitalistes... D'ailleurs, n'est-ce pas pour gérer les affaires du grand capital monopoleur que Giscard et Barre sont au gouvernement ? Les résultats, on les connaît : plus d'un million et demi de chômeurs, une hausse des prix accélérée malgré les promesses de Barre, un net appauvrissement de la classe ouvrière.

Face à cette politique d'austérité et à cette offensive antiouvrière, les dirigeants des partis de gauche PCF et PS se sont opposés à la mobilisation nécessaire de la classe ouvrière. Ils l'ont laissée affronter le plan Barre en ordre dispersé, ils ont placé la négociation avec le patronat et le gouvernement avant la recherche d'un rapport de force favorable ; ils ont fait miroiter bien des illusions sur les changements et les revendications qui ne manqueraient pas de nous tomber tout rôtis dans le bec à l'issue des élections législatives.

Aujourd'hui, le nouveau gouvernement Giscard-Barre veut aller de l'avant dans sa politique d'austérité, profitant de la déception et du désarroi momentanés qui se sont emparés de la classe ouvrière, du fait que la droite a gardé le pouvoir.

Pendant ce temps, les partis de gauche sont en train de revoir leur tactique pour les prochaines élections, et les directions syndicales s'affirment prêtes à négocier à froid un nouveau recul pour la classe ouvrière.

Pourtant, la volonté de lutte existe comme l'ont montré la mobilisation du secteur public l'automne dernier et la persistance de grèves à l'approche même des élections et jusqu'entre les deux tours.

Pourtant, la classe ouvrière peut tenir tête au gouvernement et au patronat lorsqu'elle compte sur ses propres forces pour mener des luttes résolues comme le montre par exemple, depuis trois ans, la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra.

Il existe une autre voie que celle préconisée par les dirigeants des partis de gauche. Cette voie, seule efficace pour affronter le plan Barre III, c'est celle de l'unité de la classe ouvrière et de tous les travailleurs dans la lutte classe contre classe, contre le gouvernement de la bourgeoisie. C'est celle aussi, qu'il faut emprunter pour avancer à pas sûrs vers l'issue révolutionnaire qui amènera des changements réels et durables.

C'est cette voie que nous, marxistes-léninistes, préconisons et dans laquelle nous appelons à s'engager tous les militants, notamment ceux du PCF, qui aspirent à mener une lutte résolue contre le plan du gouvernement Giscard-Barre et pour obtenir des changements réels et durables.

L'assemblée générale de l'ONU aux côtés des patriotes namibiens

Mercredi, l'assemblée générale des Nations Unies s'est réunie en session extraordinaire sur la question de la Namibie. Elle s'est terminée par l'adoption d'une déclaration et d'un plan d'action pour l'autodétermination et l'indépendance de la Namibie.

La Namibie est une ancienne colonie allemande qui a été occupée par l'Afrique du Sud à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud l'a purement et simplement annexée et réduite à l'état de province. L'apartheid y a été instauré. Par exemple, il n'y a que 12% de Blancs mais ils possèdent 56% des terres et bien sûr les meilleures et les plus rentables. Toute l'économie est aux mains de la minorité blanche.

La population noire s'est organisée pour lutter contre l'occupant et mène la lutte armée sous la direction de la SWAPO (organisation du peuple du sud-ouest africain). La guérilla que mène ce mouvement de libération nationale a fait d'importants progrès ces derniers temps, notamment depuis le début de l'année 1978.

LA SWAPO REFUSE LE PLAN OCCIDENTAL

Depuis déjà longtemps, l'ONU s'était préoccupée du problème namibien, multipliant les condamnations, mais le gouvernement d'Afrique du Sud ne voulait rien entendre. Face à l'intensification des actions militaires de la SWAPO, les pays occidentaux ont voulu résoudre le problème dans l'espoir de pouvoir garder et même développer leurs intérêts après l'accession à l'indépendance de la Namibie. Récemment, ces cinq membres occidentaux (la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la RFA

et le Canada) se sont mis d'accord avec le gouvernement de Prétoria sur un plan d'accession à l'indépendance.

La SWAPO a fait savoir qu'elle n'était pas opposée par principe à un tel accord, mais qu'il devait être assorti de plusieurs conditions. Notamment, la SWAPO a indiqué qu'elle voulait bien conclure un accord de cessez-le-feu avec l'Afrique du Sud dans la mesure où « toutes les conditions à des élections libres, équitables et démocratiques seront remplies ». Elle réaffirme que, dans le domaine territorial, « l'intégrité de la Namibie, y compris Walvis Bay (que revendique l'Afrique du Sud comme étant partie intégrante de son propre terri-

toire) est inviolable et non-négociable ».

La SWAPO accepte la constitution d'un « groupe d'assistance de l'ONU pour la période de transition », groupe d'au moins mille civils et cinq mille militaires placé sous l'autorité d'un représentant spécial des Nations Unies. Ce représentant serait notamment responsable du contrôle des dispositions de sécurité devant mener à l'indépendance et veiller à ce que tous les prisonniers politiques soient libérés dans les quinze jours.

Sur le plan militaire, la SWAPO accepte de placer ses propres troupes sous le contrôle des forces de l'ONU pour que soit respecté le cessez-le-feu, mais en revanche, elle exige le retrait dans les trois mois des 50 000 hommes des troupes sud-africaines. Elle demande également la dissolution des autorités tribales



des bantoustans et de toutes les forces de sécurité, notamment des milices civiles.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU SE RANGE AUX CÔTÉS DE LA SWAPO

L'assemblée générale de l'ONU n'a pas fait mention dans sa déclaration de cet accord qui ne recueille pas le plein accord de la Swapo. Dans son plan d'action, l'assemblée de l'ONU demande au Conseil de sécurité de prendre des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud notamment un embargo pétrolier.

La déclaration préconise un renforcement de la Swapo, « avant-garde de la lutte du peuple namibien pour la libération » et fait appel à tous les pays pour qu'ils reconnaissent la Swapo comme seul représentant du peuple namibien. Il est également mentionné que Walvis Bay fait partie intégrante de la Namibie.

Ces textes ont été approuvés par 119 voix, sans opposition et avec 21 abstentions dont les pays occidentaux qui ont connu un cuisant échec. Les pays du tiers monde se sont rangés aux côtés de la Swapo désavouant le texte occidental qui permettrait à l'Afrique du Sud de quitter la Namibie sans trop perdre de plumes et surtout qui permettrait aux capitalistes occidentaux d'avoir un pied dans le territoire namibien. Ces cinq pays occidentaux ont agi comme l'ont fait en Rhodésie, la Grande-Bretagne et les USA. Les mouvements de libération nationale, le Front patriotique en Rhodésie et la Swapo en Namibie refusent tout accord qui n'aboutirait pas sur une indépendance totale et poursuivent la lutte armée.



Les combattants de la SWAPO, toujours prêts à partir au combat.

● Brésil

Les prisonniers politiques brésiliens ont commencé une grève de la faim pour une durée indéterminée. Ce mouvement a débuté il y a vingt jours à la prison Barreto Campelo de l'île de Itamaracá (État du Pernambouc) et s'est étendu aux prisons de Bangu, Frei Caneca de Rio de Janeiro, puis à tout le pays. Ils protestent notamment contre les mesures arbitraires et les tortures infligées aux prisonniers.

Des manifestations de solidarité se multiplient à travers tout le Brésil, notamment à Sao Paulo, Recife, Rio de Janeiro, et Belohorizonte. Elles sont impulsées par les parents des détenus politiques, des organisations religieuses et étudiantes, des groupes pour l'amnistie des intellectuels et des artistes. A Rio Grande Do Sul, elles ont été réprimées durement et vingt huit étudiants ont été arrêtés. Mais les luttes se poursuivent malgré la censure rigoureuse imposée par la dictature sur ces mouvements.

● Tchad

Trois cent nouveaux militaires français ont débarqué ces jours-ci au Tchad pour poursuivre la répression du peuple tchadien et de la lutte armée du Frontlinat. Les avions « Jaguar » français continuent de mener des actions de « recon-

naissance » autour de la garnison de Salal, à 450 km au Nord-Est de Djamena et à l'Est du pays.

Sur le terrain, le cessez-le-feu semble effectif pour l'instant. Toutefois le Frontlinat a précisé que le maintien et le renforcement de l'intervention militaire de l'impérialisme français rendaient caducs les accords de cessez-le-feu de Benghazi conclus le 27 mars dernier avec le gouvernement tchadien.

A N'Djamena, les contrôles de police déjà très lourds ont été encore renforcés pour empêcher des manifestations populaires contre la présence militaire française dans la capitale comme dans les principales villes du pays.

● Sahara Occidental

Quatre avions de combat français « Jaguar » sont intervenus, mercredi et jeudi, contre une colonne de véhicules du Front Polisario, au Sahara occidental, provoquant la mort de plusieurs dizaines de combattants sahraouis. L'un des appareils a été touché par les tirs sahraouis qui ont également fait quatre blessés graves parmi les forces mauritaniennes.

C'est officiellement la quatrième fois que les « Jaguar » français interviennent contre des colonnes du Front Polisario.

● Montpellier

Succès de la soirée d'amitié avec le Kampuchéa démocratique

C'est avec éclat qu'a été célébré à Montpellier, le mardi 25 avril, le troisième anniversaire de l'indépendance du Kampuchéa démocratique.

Organisée par le CISKD (Comité d'information et de soutien au Kampuchéa démocratique) en présence d'un représentant national du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique, cette soirée a regroupé plus de cent personnes dont de nombreux étudiants du tiers monde.

C'est un bon début pour le CISKD créé il y a un mois à peine et dont c'était la première manifestation.

Le CISKD se fixe comme tâche de développer la compréhension et l'amitié entre le peuple français et le Kampuchéa démocratique.

Il regroupe toute personne qui, quelles que soient ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses s'intéresse et veut connaître la réalité du Kampuchéa actuel.

D'après sa plate-forme, le CISKD se propose de faire connaître les positions et points de vue du gouvernement et du peuple du Kampuchéa ; le CISKD demande la reconnaissance sur de justes bases de l'État du Kampuchéa et déclare vouloir travailler à la construction d'une structure permanente d'amitié France-Kampuchéa.

La soirée a débuté par une intervention du CISKD qui a développé les différents points de la plate-forme. La représentante du comité a protesté contre la censure de l'information sur le Kampuchéa et a ajouté que cette censure frappait aussi le comité : affiches systématiquement arrachées à certains endroits, refus de « la Marseillaise », journal régional du PCF de passer les communiqués. Ce-

pendant, a-t-elle ajouté, les succès remportés par le peuple et le gouvernement du Kampuchéa constituent le meilleur encouragement pour aller de l'avant.

Après un bref montage-diapo, rappelant l'histoire et la situation géographique du Kampuchéa, c'est le représentant du comité des patriotes qui est intervenu. Il s'est livré à un vaste exposé sur tous les aspects de la politique du gouvernement du Kampuchéa, montrant le rôle déterminant du peuple et du Parti communiste dans l'édification et la défense du pays.

La soirée s'est poursuivie par le film du Kampuchéa sur la libération de Phnom Penh. Certaines séquences étaient vigoureusement applaudies.

Enfin, après l'hymne national, les discussions ont continué autour de la table du comité abondamment fournie en textes.

Une soirée pleinement réussie, malgré l'intervention (au début) de quelques fantoches, soutenus par une trentaine de fascistes du Front national.

Grâce à la fermeté et à la détermination des participants, les provocateurs sont repartis... le rapport des forces n'étant guère en leur faveur.

Cette soirée autorise de grands espoirs. Alors que les ennemis du Kampuchéa redoublent de coups bas, l'initiative des CISKD révèle la possibilité d'un large courant d'amitié entre la France et le Kampuchéa.

Les communistes marxistes-léninistes de Montpellier, pour leur part, feront tout pour aider le CISKD dans cette tâche.

Pour toute correspondance avec le CISKD, il faut écrire à : B. Pellegrin - 7, Impasse Lebourg - 34000 Montpellier.



Passez vos commandes à APN-Éditions

BP 279

75 866 Paris Cedex 18

Prix : 10 F



30^e anniversaire d'Israël à Paris

Une «fête» au goût amer

C'est sous la protection de 1 500 CRS et 1 500 membres du service d'ordre que s'est tenu ce dimanche au palais de la Défense le rassemblement « Shalom Israël », destiné à célébrer le 30^e anniversaire d'Israël. Les plus hautes personnalités françaises, de Giscard à Mitterrand, ont manifesté leur appui à la politique sioniste par des messages ou leur présence. Mitterrand, pour sa part, n'a pas craint d'affirmer, en affectant d'ignorer l'existence et les droits du peuple palestinien : « Le PS sera toujours du côté du droit et donc du droit à l'existence d'un grand peuple ».

Ses organisateurs s'étaient efforcés de le présenter comme une grande manifestation placée sous le signe de la paix, mais le chef de file des sionistes, Bégin, avait lui-même donné le ton, ces jours-ci, à New-York, en affirmant : « Israël a le droit de fonder des points de peuplement en Cisjordanie et n'a pas l'intention de suspendre leur création ».

De son côté, Shimon Pérès, venu spécialement à Paris à cette occasion, déclarait : « Tous les Israéliens sont contre un État palestinien qui serait une menace pour la paix, pour la démocratie et pour Israël lui-même. Yasser Arafat n'est pas nécessaire à la paix ».

Pourtant, la volonté de paix et de coexistence pacifique avec les peuples palestinien et arabes grandit en Israël même où, ce lundi, les responsables du « Mouvement pour la paix maintenant » rencontraient le ministre des Finances israélien pour lui dire que la politique agressive de Begin au sujet des territoires occupés ne correspond pas aux vœux de la majorité de la population israélienne.

En France même, nombreux sont les juifs qui ne reconnaissent pas aux dirigeants sionistes le droit de parler en leur nom pour opprimer et massacrer le peuple palestinien, et l'ont témoigné en boycottant cette manifestation.

A la télévision, mercredi 10 mai à 19h40 sur FR 3

Les militants marxistes-léninistes s'adressent aux militants du PCF

C'est le thème de l'émission de télévision « Tribune libre » à FR3 le 10 mai à 19 h 40. C'est aussi celui de la campagne que nous avons décidée de mener en direction des militants et sympathisants du PCF. Les questions qu'ils se posent avec davantage d'acuité depuis la polémique PC-PS en automne dernier, l'échec des élections législatives n'ont fait que les rendre plus fortes. Or ces questions concernent toutes plus ou moins, de près ou de loin, la stratégie de leur parti. Ils n'en sont pas satisfaits et s'interrogent sur une stratégie et une voie qui permettent de lutter efficacement aujourd'hui contre le gouvernement Giscard-Barre et d'en finir un jour, le plus tôt possible, avec le régime capitaliste d'exploitation et d'oppression.

Ces questions, il est donc de la plus haute importance que nous en discutons avec eux. Nous leur proposons de les examiner ensemble et d'examiner les réponses claires que nous apportons. Dans toute la France, nos amis, les lecteurs, nos militants vont donc chercher le dialogue le plus ouvert possible avec les militants et sympathisants du PCF, partout où ils travaillent et habitent côte à côte.

Le 10 mai, sur FR3, c'est aussi dans toute la France,

pendant un quart d'heure seulement il est vrai, que nous pourrions nous adresser à eux. Nos porte-parole seront trois militants marxistes-léninistes : Alain Castan, membre de la direction politique de l'Humanité Rouge, Georges Hillaire, militant ouvrier qui apportera de vivants témoignages sur les luttes que mène la classe ouvrière et travers lesquelles se forge son unité, enfin Claude Liria, journaliste de l'« Humanité rouge ».

Il n'est guère fréquent que les marxistes-léninistes puissent ainsi s'exprimer devant les téléspectateurs. C'est pourquoi nous vous demandons, amis, lecteurs, et camarades de faire connaître largement autour de vous cette émission. Invitez vos amis, vos connaissances, tout particulièrement bien sûr les militants du PCF que vous connaissez à les regarder. Vous pourrez ensuite en discuter avec eux. Si vous avez la possibilité de la regarder ensemble et d'en discuter ensuite collectivement, bien sûr c'est encore mieux. De toute façon, ne manquez pas de nous envoyer les remarques qui auront été faites au sujet de nos positions et faites savoir également que nous commençons le lendemain de cette émission une série d'articles destinés tout particulièrement à approfondir nos réponses aux militants du PCF.



De gauche à droite : Georges Hillaire, Alain Castan, Claude Liria.

Chirac et Debré en Corse

Plusieurs attentats durant leur voyage

Chirac et Debré se sont rendus en Corse ce week-end et auraient voulu que leur voyage revête un caractère triomphal. Pratiquant la méthode Coué ils se sont réjoui samedi « du grand succès de leur mouvement corse », ont exalté « l'unité nationale » et le « rassemblement de tous les Français ». Chirac s'est d'ailleurs implicitement déclaré prêt à rassembler de force les Corses sous cette appellation puisqu'il a déclaré : « Notre régime démocratique est un régime d'autorité et nous ne laisserons personne bafouer cette autorité ». Comme pour montrer que les Corses n'étaient pas disposés à se laisser ainsi intimider, plusieurs attentats à l'explosif avaient eu lieu samedi soir. L'un d'eux endommageait l'office HLM de Bastia tandis qu'un autre détruisait le camp de vacances appartenant à l'armée belge et dénommé « l'Eucalyptus » dans la commune de Solare en Haute Corse.

mocratique est un régime d'autorité et nous ne laisserons personne bafouer cette autorité ». Comme pour montrer que les Corses n'étaient pas disposés à se laisser ainsi intimider, plusieurs attentats à l'explosif avaient eu lieu samedi soir. L'un d'eux endommageait l'office HLM de Bastia tandis qu'un autre détruisait le camp de vacances appartenant à l'armée belge et dénommé « l'Eucalyptus » dans la commune de Solare en Haute Corse.

• Polynésie

Des cancers imputables aux expériences nucléaires ?

Les Polynésiens souffrant de cancer et hospitalisés en Nouvelle-Zélande pourraient avoir été victimes des essais nucléaires français, dans le Pacifique Sud, estime un quotidien néo-zélandais, le « 8 O'clock ».

Le département de la Santé de Nouvelle-Zélande a confirmé que vingt cinq patients ont reçu des soins anticancéreux dans des hôpitaux d'Auckland et de Dunedin au cours des douze derniers mois, mais n'a pas été en mesure de confirmer ou de démentir les affirmations de « 8 o'clock » en raison du manque d'informations sur la forme de cancer dont souffrent ces Polynésiens.

Un porte-parole de l'ambassade de France à Auckland a déclaré vendredi que ces informations « ne peuvent être prises au sérieux ».

L'Union démocratique bretonne se sépare des partis de gauche

Décidément, le bateau de l'Union de la gauche est bien pourri pour que tant de gens le quittent ! Robert Fabre avait donné le signal le soir du deuxième tour. L'UDB qui jusqu'ici naviguait toujours dans le sillage du PCF et du PS vient de décider lors de son 14^e congrès à Brest qu'elle allait se montrer plus critique à l'égard des partis de gauche et prendre carrément ses distances.

Il faut dire que la déception a plutôt été grande au premier tour des élections : moins de 2 % des suffrages exprimés là où ils se présentaient, dans le sillage des partis de gauche.

L'UDB a donc décidé de se rapprocher de l'extrême-gauche, de ressortir son thème favori : l'autonomie qu'elle avait été obligée de mettre un peu sous le boisseau pour ne pas déplaire aux partis de gauche.

Le « programme démocratique breton », program-

me commun croupion, sera rangé dans une étagère pour faire place au « programme autonomiste socialiste breton ». Aux prochaines élections municipales partielles de St-Malo, l'UDB présentera même une liste autonome face à une liste PCF et à une liste PS. En Bretagne aussi, l'Union de la gauche est bien morte !

La grande leçon qu'a tirée l'UDB, c'est qu'elle n'était pas assez présente sur le terrain des luttes quotidiennes. Le PCF et le PS ne disent-ils pas la même chose actuellement ? Que revienne une élection nationale et il y a fort à parier que l'UDB sera tentée de retourner dans le giron des partis soi-disant de gauche, à moins que sa base, 1 200 adhérents, n'ait vraiment tiré les leçons de l'échec de cette voie et ne pousse sa direction à rompre définitivement.

Robert Le Floc'h
correspondant

• Levallois-Perret

Sale besogne...

Dans la nuit de jeudi à vendredi, à 3 h du matin, un groupe de nervis, accompagnés de chiens policiers, est venu expulser de force les résidents d'un foyer-hôtel de Levallois-Perret situé au 12, rue Gabriel Péri.

Ces nervis étaient très organisés. Ils communiquaient entre eux avec des talkies-walkies. Après avoir expulsé les locataires immigrés de ce foyer-hôtel, il ont tout cassé à l'intérieur. Depuis longtemps, la propriétaire voulait que les locataires partent car elle voulait rénover l'hôtel pour se faire davantage de fric. La municipalité, elle, s'était engagée à reloger les locataires dans des HLM.

Nous reviendrons sur cette honteuse expulsion dans nos prochains numéros.

DU 25 AVRIL A FIN MAI

EXPOSITION

L'ART

DU PAPIER DECOUPE

EN CHINE

L'ÉCRIVAIN

LA FORCE DU LIVRE

33 RUE RENE LEYNAUD - LYON 1^{er}

MARDI AU VENDREDI 14 H À 19 H 30. SAMEDI 10 H À 19 H 30.

L'inauguration de l'exposition aura lieu le 10 mai à 18 h. Il y aura en plus des papiers découpés, des boissons et des petits gâteaux. Venez avec vos amis.



24e jour de grève chez Jacquet-Duroi à Blanc-Mesnil (93)

Commandos patronaux et syndicats-maison contre les grévistes

Le 12 avril dernier, les travailleurs de la production (90 % d'immigrés) de l'entreprise Jacquet-Duroi se mettaient en grève.

Ils en avaient assez des conditions de travail déplorables qu'ils subissaient :

- Salaires ridiculement bas pour 45 h de travail épuisant. Nous avons vu la fiche de paie d'un ouvrier travaillant la nuit : moins de 2 000 F par mois !
- 15 mn de pause par jour pour courir jusqu'au vestiaire avaler en quatrième vitesse de quoi tenir encore 4 heures. Et pas question d'oublier l'heure, car les chefs sont là en permanence pour vous rappeler au boulot !
- Racisme incessant de la part des cadres : il ne fait pas bon être immigré chez Jacquet et en plus, demander des comptes sur le contenu de la paie qu'on

vient de recevoir ! On vous signale alors que la porte n'est pas loin.

UNE DURE ÉPREUVE...

Depuis le début du conflit, les travailleurs ont avancé des revendications claires :

- Grille des salaires : 2 400 F minimum.
- Retour aux 40 heures sans perte de salaire.
- Deux jours de repos consécutifs.
- Le treizième mois.
- 5e semaine de congés payés.
- Une demi-heure réelle pour prendre le repas, pour huit heures de travail.
- Prime de transport de 60 F.

- Droits et libertés syndicaux.

La direction a tout essayé pour éroser la combativité des grévistes et pour briser leur lutte :

- Pratiques de division

attaquer sans relâche les travailleurs et leur section syndicale.

- Recrutement au troisième jour de grève d'un commando de nervis, spécialistes des actions anti-

grève, les travailleurs tiennent bon. Leur section syndicale CGT s'est renforcée dans la lutte. D'autres usines Jacquet-Duroi les ont rejoints dans la grève (Bezons, Marseille).



A l'extérieur, les grévistes.

A l'intérieur, les nervis de la direction.

(en nourrissant gratuitement les quelques ouvrières qui travaillent encore).

- Agression physique : le vendredi 14 avril, la direction lance contre les grévistes se trouvant près de la porte d'entrée, plusieurs camions de livraison. Deux travailleurs sont blessés.

- Utilisation du syndicat-maison archi-pourri pour

grèves, avec chiens d'attaque, conduits par le dénommé Cohen, (ex-CFT, spécialisé dans les mauvais coups contre les travailleurs et un des responsables du service d'ordre de Giscard pendant les présidentielles de 1974).

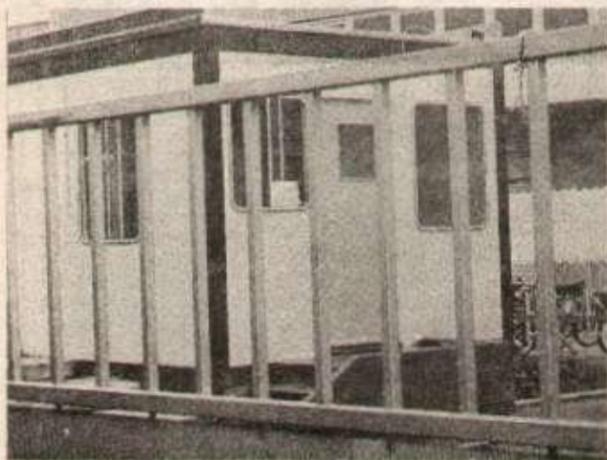
MAIS UNE GRANDE COMBATIVITÉ

Pourtant, au 24 e jour

Les Blanc-Mesnilois et de nombreuses entreprises leur apportent leur soutien.

Pour que les travailleurs de chez Jacquet-Duroi soient victorieux, renforçons encore la solidarité de classe!

Pour le soutien, prendre contact avec les dirigeants ouvriers de l'usine : 102-104 avenue Aristide Briand - 93159 - Le Blanc-Mesnil.



Le local où sont enfermés les chiens...

Après la dissolution de l'Union inter professionnelle (UIF) de Bagnols-sur-Cèze

Les militants et de nombreuses sections syndicales de Bagnols-sur-Cèze, réunis mardi 2 mai, ont décidé :

1) De ne pas tenir compte de la lettre de l'Union régionale interprofessionnelle (URI) et des mesures antidémocratiques (dissolution du Conseil et du bureau de l'UIF).

2) De continuer la lutte dans les syndicats contre ces mesures.

3) De faire connaître le plus largement possible (articles, journaux, tracts, dossiers), l'activité de l'UIF et l'arrêt donné par l'UIR.

4) De continuer malgré tout l'activité de l'UIF pour la défense des travailleurs.

Affaire à suivre.

Correspondant HR



● Région de Montpellier

Ça continue à aller mal dans le bâtiment

Si 1977 fut particulièrement rude avec les fermetures de Grasset-Masson (450 travailleurs), Fages (350 travailleurs) et les licenciements en masse à Fougerolles, Richard-Salem, Sormac, etc. l'accalmie a été cependant relative avant les élections : 30 ouvriers licenciés au Génie civil de Lens, fermeture de la SOB (30 licenciements) menace de licenciements à la CEMI, etc.

Mais, suite aux élections de mars, après avoir consolidé leurs représentants (Giscard, Barre et Cie), les monopoles capitalistes, pour accélérer leurs profits, « retournent leurs manches ».

RELANCER LES PROFITS.

Tous les jours, de nombreux travailleurs sont licenciés et souvent sans aucune procédure dans les petites et moyennes entreprises (PME).

On parle sérieusement de licenciements collectifs à Fougerolles, Montamat, Gi-

ner, Giraldez, etc.

A la CEMI, trente licenciements sont confirmés.

Au GCL aussi, et on parle d'une possible fermeture de l'agence dans un avenir proche (150 travailleurs).

Enfin, Allard, (lié au groupe Campenon-Bernard, comme le GCL) vient de déposer son bilan jetant sur la région 450 travailleurs à la rue (dont 130 sur Montpellier et une bonne partie sur Perpignan).

Ce n'est qu'un début, car de source patronale, les capitalistes vont continuer à « dégraisser » les entreprises jusqu'à l'automne où de-

vrait s'effectuer un début de « relance ».

Cette relance, ils veulent l'effectuer dans les meilleures conditions pour relancer leurs profits : moins de travailleurs sur les chantiers, plus de rendement. Et puis avoir le calme avec les ouvriers « assagis » par la crainte du chômage et les remplaçants qui, par centaines, attendent à la porte des chantiers.

CE N'EST PAS FACILE

Du côté des travailleurs, la révolte est grande mais la situation n'est pas facile pour lutter : sur l'ensemble des chantiers, les syndicats ont été fortement désorganisés par les fermetures et les licenciements précédents. De plus, la plupart des luttes de 1977 ont été isolées, détournées, sabotées par les dirigeants de l'UI-

nion de la gauche avec le résultat que l'on connaît : l'impasse des élections de mars.

On ne dénoncera jamais assez la responsabilité écrasante des chefs du PCF et de la CGT et de leur ligne dans la désorganisation et la vulnérabilité que connaissent les travailleurs actuellement.

Au nom du Programme commun, au nom de la défense de l'économie régionale (pourtant capitaliste), au nom de la défense des PME, par rapport au monopoles au nom de « l'unité des salariés », (cadres, étams, ouvriers), ils ont en fait aidé les patrons à liquider les luttes revendicatives et les luttes contre les licenciements.

Quelques exemples : Pour Grasset-Masson, la délégation CGT conduite par le permanent Genyès,

était accompagnée par le patron (!), M. Grasset à la préfecture...

Au Génie civil de Lens (GCL) la CGT a envoyé les ouvriers dans une interminable procession en ville pendant que le PDG venait à Montpellier.

Chez Fages, alors que les licenciements étaient annoncés, la CGT organisait les élections de délégué (!) pour dire ensuite (par la bouche de M. Genyès, permanent CGT, conseiller municipal PCF de Montpellier, que M. Fages « appréciait » leur lutte !!

On ne peut tout citer ici, mais ce qu'on constate, c'est que ça continue à présent avec encore plus de cynisme. Et ce sont les travailleurs d'Allard qui en font les frais.

Nous savons par l'expérience de plusieurs années, qu'un tel cinéma des diri-

geants syndicaux conduira à la démobilisation et à l'échec.

Nous savons également que seule la lutte classe contre classe, peut permettre de faire reculer les patrons et de remporter des victoires.

C'est une voie dure, elle passe inévitablement par la dénonciation et le rejet des pratiques des chefs de la CGT et du PCF.

C'est la voie de l'unité à la base et dans l'action des travailleurs, CGT, CFDT ou non-syndiqués contre les patrons et leurs agents.

C'est cette voie que les communistes marxistes-léninistes du bâtiment expliquent chaque jour sur les chantiers où ils se trouvent, avec patience et persévérance.

Les communistes marxistes-léninistes du bâtiment Montpellier



Le 1er Mai à Metz Le cortège des résidents Sonacotra en a impressionné plus d'un !

A l'appel des comités de résidents des trois foyers Sonacotra de Metz et Woippy en grève des loyers depuis quatre mois et du comité de soutien de Metz, ce sont 200 à 250 personnes qui ont défilé sous la banderole : « Foyers Sonacotra en grève ! Vive le comité de coordination ! »

Cortège combatif qui réalisa en ce premier mai pluriel l'unité des travailleurs français et immigrés, puisqu'un nombre appréciable de militants syndicaux ont rejoint en cours de route le cortège Sonacotra. C'est avec enthousiasme et en scandant les mots d'ordre de la lutte que le cortège s'ébranla pour rejoindre la gare, point de départ de la manifestation syndicale appelée par les trois organisations CGT, CFDT, FEN.

L'arrivée à la gare fut très remarquée d'une part par la combativité, l'enthousiasme et l'ardeur du cortège mais surtout par son importance car les trois organisations syndicales n'avaient réussi qu'à regrouper 280 personnes.

C'est au cri de « Français Immigrés solidarité » que la jonction des deux cortèges se fit, la CGT proposant, contrainte et for-



cée par le rapport de force ainsi établi, au cortège Sonacotra de s'insérer dans le milieu du cortège syndical.

Tout au long du parcours et cela pendant presque deux heures, le cortège des résidents fut animé par de nombreux mots d'ordre

Mots d'ordre qui furent scandés sans interruption malgré la fatigue, les nombreuses extinctions de voix,

montrant ainsi la détermination des résidents en grève.

A entendre plusieurs travailleurs dans le cortège, cela faisait longtemps qu'à Metz une telle ambiance n'avait pas régné dans une manifestation. De plus cela faisait très longtemps que dans la région on n'avait pas vu une telle participation de travailleurs immigrés dans une manifestation, prouvant ainsi à ceux qui ne veulent pas encore l'admettre la représentativité des comités de résidents ainsi que la réalité du travail accompli par le comité de soutien.

Arrivés à la place d'Armes, point de dispersion de la manifestation, on eut droit aux traditionnelles prises de parole des dirigeants syndicaux « sur l'union, l'action et le soutien des organisations syndicales CGT-CFDT aux résidents Sonacotra en grève », propos démagogiques auxquels les résidents répondirent

par : « Menteurs - Vive le comité de coordination »

Non sans mal, la parole fut donnée aux résidents qui appelèrent les travailleurs à les soutenir en rejoignant le comité de soutien.

Bref, un premier mai de lutte, auquel les communistes marxistes-léninistes ont contribué puisque le PCMLF avait fait savoir aux résidents qu'il s'associerait à cette initiative.

Une journée positive pour le développement de la lutte puisque de nombreux travailleurs ont demandé le contact avec le comité de soutien.

Une journée ... qui en appelle d'autres.

C'est confiant dans l'avenir et le développement de la lutte que les camarades résidents ont rejoint leur foyer, en parlant déjà de la prochaine initiative, à savoir la participation au meeting des résidents de Strasbourg le 6 mai.

Correspondant HR Metz

• Marquette (banlieue de Lille) De bonnes raisons d'être mécontents

L'entreprise Rigot-Stalars est une usine textile appartenant au groupe des frères Willot. Depuis quatre ans, les licenciements se succèdent réduisant les effectifs et découpant la section syndicale CGT. Actuellement, on parle de fermeture définitive. De plus, la direction déplace tous les jours des travailleurs de façon arbitraire, et leur interdit de faire appel aux délégués tant qu'ils n'ont pas exécuté le travail indiqué.

Mais ce n'est pas tout. Récemment, dans une entreprise de produits alimentaires situées à Lambersart, un

plafond s'est écroulé tuant deux ouvriers et en blessant huit. Les travailleurs de Rigot-Stalars se sont alors aperçus que le plafond d'un de leurs ateliers était en mauvais état et ont protesté.

Menacés de licenciement, victimes de mesures arbitraires, travaillant dans de mauvaises conditions de sécurité, les ouvriers de Rigot-Stalars ont toutes les raisons d'être mécontents et de vouloir se défendre.

Correspondant HR après discussion avec des ouvriers de l'entreprise

• Strasbourg Meeting d'information des foyers Sonacotra

Un meeting d'information rassemblant les résidents des cinq foyers Sonacotra de Strasbourg et de deux foyers de Metz s'est tenu samedi à Strasbourg.

Les comités de résidents strasbourgeois et le Comité de coordination qui regroupe les délégués de tous les foyers français, ont rappelé que la grève des loyers se poursuivait dans plus de 100 foyers et que les résidents de 24 nationalités étaient unis par les mêmes revendications, notamment : « Baisse du loyer actuel de 100 F, renvoi des gérants

racistes et suppression du règlement intérieur de caserne ». Ils ont appelé à l'unité entre travailleurs français et immigrés contre les mesures décidées par M. Stoléro et contre le racisme.

Les cinq foyers strasbourgeois de la Sonacotra (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs), qui hébergent environ 1 500 travailleurs essentiellement turcs et maghrébins, font la grève des loyers depuis juillet et août dernier.

1,20 F

L'Humanité Rouge

DANS CE NUMÉRO
4 PAGES DE L'UNION
OUVRIÈRE ET PAYSANNE
POUR LA DÉMOCRATIE
PROLÉTAIRIENNE

On s'inscrit sans engagement
au QUOTIDIEN ou BIMENSUEL
à l'adresse ci-dessous

Stoléro prépare la répression

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA

L'ORIENT
SAMEDI 11 FEVRIER
Rassemblement régional
de l'Humanité rouge

PARIS 10e
LES OUVRIERS DE PHOENIX
OCCUPENT
ARTICLE PAGE 9

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

**Le n° 29
de l'Humanité rouge
bimensuel est paru**

3 F

L'Humanité Rouge

BIMENSUEL

1er
M
A
I

Sortir de l'impasse C'EST POSSIBLE !

Informations générales

Télévision

Nouvelles augmentations des prix

Quand on veut nous faire prendre les vessies pour des lanternes...

Les élections passées, Barre avait annoncé, suivant en cela les désirs des monopoles capitalistes, que les prix allaient être libérés. Pour une libération, c'en est une ! Un premier train de hausses avait eu lieu le Premier Mai.

Une semaine après cette hausse, une nouvelle série vient d'être annoncée concernant les prix de la SNCF et de l'essence.

A LA SNCF :
PLUS 15 % à 25 %

A La SNCF, le prix du billet sur les grandes lignes a augmenté de 15 %. Les tarifs réduits dits « à caractère social » comme ceux des familles nombreuses ou des billets de congés payés augmentent aussi de 15 %.

Les tarifs spéciaux d'abonnements disparaissent pratiquement puisqu'ils subissent une augmentation de

25 %. Le prix des couchettes passe de 30 F à 36 F, soit une augmentation de 20 %. Les tarifs spéciaux qui utilisent la SNCF ne sont pas touchés par ces nouvelles hausses. Le 1er mai, le prix du kilomètre-marchandise avait été augmenté de 10 % seulement.

ESSENCE :
AUGMENTATIONS EN
JUN ET JUILLET

Le prix de l'essence va être augmenté lui aussi le 1er juin de 16 centimes par litre pour l'essence ordinaire et le super, ce qui représente une hausse de

7 %. Mais ce n'est pas tout, le 1er juillet prochain, au moment où de nombreux travailleurs vont en congés avec leur voiture, l'essence augmentera de nouveau de 5 à 6 centimes par litre.

Une partie de l'augmentation de l'essence servira selon le gouvernement à financer le « pacte national pour l'emploi ». Cela signifie que les travailleurs paieront les jeunes, employés par les capitalistes, à la place de ces derniers. Finalement, ce n'est donc même pas les jeunes qui bénéficieront de ces augmentations, mais les patrons. Il faut « exonérer de la moitié des charges les petites et

moyennes entreprises et les entreprises artisanales qui embaucheront des personnes supplémentaires âgées de 18 à 26 ans ». Ainsi, le gouvernement prétend que les bénéficiaires de ces augmentations seront les jeunes, ainsi que les artisans et petites entreprises. Or, on sait que la politique gouvernementale actuelle vise justement à supprimer un certain nombre de ces entreprises tout en aidant les plus prospères à se maintenir. Voilà où ira notre argent : à aider l'exploitation des jeunes en stages, payés d'un salaire misérable, et à renforcer les profits de certaines entreprises.

34 familles portugaises à la rue à St Denis

Ce qu'il faut bien appeler du racisme

Les trente quatre familles de travailleurs portugais qui habitaient à la cité de transit de Saint-Denis dont un bâtiment a entièrement brûlé ne possèdent plus rien...

Tous leurs biens, argent, vêtements, lits, etc... ont été brûlés. Un seul a sauvé quelque chose : ses papiers. Aucun de ces travailleurs sauf un donc, n'a plus de papier et il n'est pas sûr que la préfecture renouvelle ceux-ci. Ils ont tout perdu parce que les assurances ont refusé d'assurer leurs meubles et leur avoir. La raison de ce refus : les bâtiments, les logements ne présentaient pas assez de garantie en cas d'incendie. Même les assureurs en étaient conscients. Aujourd'hui la Sonacotra à qui les travailleurs réclament le remboursement des meubles etc... refuse et prétend que les résidents auraient dû s'assurer.

LA GÉNÉROSITÉ DE LA MUNICIPALITÉ : 200 F MAIS DEHORS

Les résidents ne sont pas seulement victimes de la Sonacotra, ou des assurances dont la réputation n'est plus à faire. La municipalité PCF de Saint-Denis montre qu'elle n'a rien à leur offrir dans son mépris des travailleurs immigrés. Bien sûr elle a fait un geste : elle a donné 200 F à chaque famille. Mais elle refuse de reloger les travailleurs portugais. Elle ne les veut plus à Saint-Denis.

Stoléru n'aurait pas fait mieux : elle leur a proposé d'habiter dans d'autres villes, à Verneuil sur Marne, à Nogent sur Marne, à Aulnay sous Bois. Ils ont refusé car ils ne veulent pas être logés trop loin de leur travail ils ne veulent pas que les vil-

lants changent d'école en cours d'année et d'autre part, ils ne veulent pas se séparer de leur famille qui habite souvent tout près (il s'agit de frères, sœurs etc...)

donc d'une expulsion par la municipalité PCF de Saint-Denis. Il ne serait pas difficile de reloger ces travailleurs car les logements vides sont nombreux : 46 dans les seuls bâtiments de la cité Francs-Moisins où l'incendie a éclaté. A la cité Floréal de Saint-Denis, un premier recensement a permis de dé-

terminer que la municipalité a fait par le passé des campagnes qu'on est bien obligé de qualifier de racistes, attribuant aux immigrés toute sorte de maux : le bruit la nuit, les bagarres etc... En paroles la municipalité PCF prétend défendre les immigrés, les plus exploités de tous les ouvriers, dans les actes, elle



Les familles portugaises regardent le bâtiment brûlé.

Ensuite, les logements qu'on leur propose sont trop chers pour eux.

Les travailleurs portugais, après l'incendie ont été relogés à l'hôpital de Saint-Denis, dans des bâtiments ou des salles inemployés. Or, la municipalité leur a fixé un délai pour quitter l'hôpital. Mercredi dernier ils ont été sommés d'accepter un logement ailleurs tout de suite ou de quitter les lieux d'ici la fin de la semaine. Il s'agit

de couvrir 40 logements innocents dans dix bâtiments seulement.

NI PLUS NI MOINS QUE DU RACISME

Si la municipalité PCF de Saint-Denis ne veut pas reloger les travailleurs portugais, c'est qu'elle estime que les immigrés sont trop nombreux à Saint-Denis, tout comme n'importe quelle municipalité de droite. D'ailleurs à Saint-Denis la muni-

cipalité a fait par le passé des campagnes qu'on est bien obligé de qualifier de racistes, attribuant aux immigrés toute sorte de maux : le bruit la nuit, les bagarres etc... En paroles la municipalité PCF prétend défendre les immigrés, les plus exploités de tous les ouvriers, dans les actes, elle

applique une politique réactionnaire et raciste. D'autre part, cette municipalité est depuis le début au courant que les bâtiments de la cité sont dangereux puisqu'elle est en possession de tous les plans. Mais qu'a-t-elle fait pour améliorer la sécurité ? Rien.

Un comité de soutien s'est créé pour imposer le relogement des familles à Saint-Denis : la municipalité PCF devra reculer.

MARDI 9 MAI
LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN

« 1958 et le retour du général De Gaulle au pouvoir ».

FILM : Montage d'actualités retraçant les journées de Mai 1958 qui donnèrent le coup de grâce à la IVe République incapable de résoudre les contradictions nées des luttes de libération des peuples colonisés par l'impérialisme français. Profitant de la situation politique provoquée par ces événements, le général De Gaulle revint au pouvoir en imposant ses conditions, jetant les bases de la Ve République qui devait naître officiellement en septembre de la même année.

DÉBAT : Avec la participation de différents hommes politiques ayant participé à ces événements : Massu, Olivier Guichard, Alain de Serigny (alors directeur de « L'Écho d'Oran »), Léon Delbecq, etc.

A 20 H 30 SUR FR 2 - Cinéma 16 - « Photo souvenir ».

Film TV d'Edmond Séchan et Jean-Claude Carrière. C'est un film de qualité, comme beaucoup de ceux de cette série Cinéma 16. Il raconte l'histoire d'un chirurgien confronté à un étrange appareil photographique qui déforme, supprime, remplace les clichés pris par son utilisateur, comme s'il voulait lui communiquer quelque chose. Ceux qui ont pu voir cette émission la signalent comme une émission à ne pas manquer.

JEUDI 11 MAI

A 20 H 30 SUR A 2 - Émile Zola ou la Conscience humaine - « J'attends toujours ».

C'est la dernière partie du film en quatre épisodes de Stello Lorenzi inspiré de l'ouvrage d'Armand Leroux « Bonjour Monsieur Zola ». Il est certainement très important que la télé nous ait présenté cette page capitale de notre histoire, mal connue de beaucoup, surtout parmi les plus jeunes générations, et si souvent déformée. Même si vous n'avez pu regarder les trois épisodes précédents, si vous pouvez vous libérer jeudi soir, n'hésitez pas et regardez cette dernière partie, vous ne le regretterez pas. Il nous reste à espérer qu'A 2 prévoiera rapidement une nouvelle diffusion de ce film passionnant.

VENDREDI 12 MAI

A 21 H 30 SUR FR 3 - L'ART ET LA RÉVOLUTION : Le Mexique.

Cette émission conçue pour être accessible à tous raconte comment la révolution artistique mexicaine fut directement liée à l'histoire politique de ce pays. Sous la dictature de Porfirio Díaz (1876-1911), la médiocrité est le trait dominant de l'art mexicain, exception faite de la peinture de Posada. La révolution de 1911 brise l'isolement des populations et donne aux paysans la possibilité de découvrir tout un univers qu'ils ne soupçonnaient même pas. C'est cette révélation que la peinture révolutionnaire va s'efforcer de montrer par de gigantesques fresques couvrant les murs des bâtiments officiels. Visages d'hommes du pays, images de leur vie quotidienne, ou de leurs exploits guerriers, ainsi que l'histoire ancienne des civilisations mayas et aztèques vont constituer les principales sources d'inspiration de cet art pour les masses. Dès que la révolution tournera le dos au peuple, la production de ces grandes fresques murales cessera également. Les successeurs de ces grands créateurs chercheront à exalter le régime en place, et leurs œuvres seront plates. Certains peintres continueront la révolution artistique. José Luis Cuevas fera scandale en montrant dans ses peintures la misère du peuple : « Je n'ai pas fait partie de la révolution armée, dit-il, mais je suis un produit de la révolution trahie ». Une émission très intéressante.

PARIS

MAI 68 - AU STUDIO ST-SÉVERIN
12, rue St-Séverin - Paris 5e

Depuis mercredi, huit films sur Mai 68 sont projetés à Paris au cinéma Saint-Séverin. Nous ne pouvons indiquer les horaires de projection. Pour les avoir, téléphoner au cinéma Saint-Séverin : 033 50 91

LYON

AU CINÉMA FAMILIA
262, rue Duguesclin - Lyon

« Le Sahara n'est pas à vendre » de Jocelyne Saab du 3 au 9 mai tous les jours à 18 h
« Tras os montes », de A Reis et M. Cordeiro du 10 au 16 mai, tous les jours à 18 h, 20 h, 22 h. et samedi et dimanche à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h.

**Abonnez-vous à
L'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

● Foyer des Épinettes - Paris

Licenciements, répression et contrôles policiers

Dans le milieu de l'éducation surveillée, ce qui se passe au foyer des Épinettes suscite des inquiétudes surtout depuis l'intervention des flics il y a une quinzaine de jours.

Au Foyer des Épinettes, les flics sont intervenus il y a de cela quinze jours environ. Trente flics en tenue, vingt en civil ont bloqué la grille et la porte d'entrée durant deux heures, avec interdiction pour les gosses et le personnel de sortir. Cela a duré deux heures. Les policiers sont montés dans les étages. Ils ont occupé durant quatre heures en tout le foyer, fouillant les chambres, les appartements, les caves. Ils ont à plusieurs reprises fait des provocations sur des jeunes en particulier des provocations racistes du genre : « Tu vas bientôt rentrer dans ton pays ».

Le but des flics était certainement de créer un incident sachant que les jeunes sont assez sensibles et supportent mal d'être enfermés et provoqués. En 1971, les flics déjà étaient intervenus de la même manière. Ils avaient cassé toutes les vitres, matraqué et embarqué tous ceux qui se trouvaient là, les jeunes, les éducateurs et même le directeur. Après le foyer aurait été fermé. C'est certainement ce qu'ils souhaitent faire, là aussi sans doute mais ça n'a pas marché.

C'est la troisième perquisition dans le foyer. Les moyens employés sont disproportionnés avec le motif invoqué de reprocher aux jeunes d'avoir tiré un coup de fusil sur un corbillard. Les gosses ont vécu cette action des flics comme une menace pour les inciter à ne plus mettre les pieds au foyer. Le personnel a vécu lui aussi ceci comme une menace destinée à les inciter à partir, à les décourager de rester dans ce foyer.

LA RESTRUCTURATION DU TRAVAIL SOCIAL SUR LA RÉGION PARISIENNE

Il faut relier cette perquisition généralisée, qui est un événement exceptionnel même si elle est la troisième, à la restructuration du foyer qui est en cours actuellement et qu'une partie des travailleurs du foyer dénoncent, ainsi que la section syn-

dicale. Cette transformation du foyer fait peser une menace de licenciement qui pourrait devenir effective aux prochaines vacances.

Il y a tout un projet de réorganisation du travail social qui fait que le foyer aurait une autre destination. Le personnel en place actuellement serait remercié en août-septembre. Ce qui se passe aux Épinettes est une conséquence de la restructuration du travail social sur Paris, en particulier de l'éducation surveillée. C'est la transformation des structures actuelles pour la prise en charge des marginaux, handicapés, etc... Il y a actuellement une tentative de concentration des pouvoirs de la direction et du contrôle de ce secteur tandis qu'il y a déconcentration des foyers en petites unités de 10 à 15 gosses. Il y a suppression des gros foyers. Celui des Épinettes est le dernier gros foyer sur la région parisienne. Ils veulent donc le faire disparaître. L'éclatement en petits foyers de 10-15 gosses permet de mieux contrôler ces derniers. L'originalité des Épinettes est que le jeune échappe à un contrôle serré et peut faire sa vie sans avoir toujours quelqu'un derrière lui. Ainsi la répression sera plus systématique pour ces jeunes.

LICENCIEMENT DU PERSONNEL, RÉPRESSION ET CONTRÔLE ACCRUS SUR LES JEUNES

Cette modification va entraîner le remplacement du personnel actuel des Épinettes qui est embauché par une association de type 1901 par du personnel fonctionnaire de l'Éducation surveillée. Les licenciements et le chômage attendent donc les travailleurs sociaux du foyer. Si un certain nombre de gens sont déjà partis découragés, la plupart du personnel ne veut pas quitter les Épinettes. Dans le 17e, le foyer, c'est la terre honteuse. La municipalité veut se débarrasser de sa présence. Pendant la campagne électorale, il était

là un de ses arguments électoraux. Les habitants du secteur résidentiel du 17e veulent se débarrasser des Épinettes. Dans l'immédiat, ce qui semble prévisible c'est non pas la suppression du foyer mais sa transformation qui d'ailleurs se confirme de jour en jour.

En septembre, le foyer et le personnel lui-même vont changer de statut. Le projet est de transférer le CATS-garçons (Centre d'accueil des mineurs pris par la police, jugés et placés dans un foyer) des sous-sols du Palais de Justice de Paris aux Épinettes. Le conseiller technique actuel des Épinet-

tes n'est autre que le directeur du CATS, ce qui n'est pas un hasard. Actuellement les jeunes du foyer sont libres de sortir et de rentrer et sont libres de leurs mouvements dans le quartier. Avec le CATS, les gosses seront continuellement enfermés. Les Épinettes, si le CATS y était transféré, ne seraient plus pour les jeunes qu'un lieu de passage, alors qu'aujourd'hui ils font plus ou moins leur vie dans le 17e.

La direction a d'autre part engagé une action en justice contre un éducateur. Nous y reviendrons prochainement.

Fête de l'Humanité rouge

LE 14 MAI A AGEN
DE 14 h à 23 h, Terrain des Îles

Film, stands, chants basques
Buffet, bal populaire avec URRIA

Cinéma

« Vera Romeyke n'est pas dans les normes »

Ce film est très vivant, c'est un témoignage sur la situation en Allemagne, la vie des ouvriers, la lutte contre la répression.

Il montre l'importance du rôle des enseignants progressistes pour ouvrir l'école sur la vie et sur les luttes des travailleurs. Comme le titre le précise (« N'est pas dans les normes »), l'école, dans le système capitaliste, est étroitement contrôlée par les patrons et seule une lutte unie des professeurs, des élèves et de leurs parents travailleurs sur des bases de classe permet de faire reculer les patrons et l'État sur ce terrain. Le film le montre très bien.

En Allemagne de l'Ouest,

un professeur, Vera Romeyke, essaie de faire des cours intéressants pour ses élèves.

Pour cela, elle les emmène visiter l'usine de montage de voitures où travaillent la plupart des parents des élèves. Une série de cours suivra cette visite. Dans ces cours, les élèves remettent en cause le travail à la chaîne en régime capitaliste et l'exploitation que subissent leurs parents.

La répression, le fichage ne tardent pas à frapper la jeune femme. Mais elle a su rassembler autour d'elle les parents d'élèves qui la reconnaissent comme quelqu'un des leurs, ainsi qu'une partie des professeurs.

Nouvelles émanations de gaz très toxiques sur la côte du Brésil

Le gouvernement brésilien mal à l'aise...

Le « Vent de la mort » gaz très toxique, souffle à nouveau ces derniers jours sur les côtes sud du Brésil et plonge dans l'embarras les autorités gouvernementales.

Une radio brésilienne a révélé mercredi que les corps de trois hommes s'étaient échoués ces derniers jours sur les plages contaminées, près de la frontière uruguayo-brésilienne. Un commissaire de police local a signalé avoir appris l'existence de morts semblables en Uruguay.

Ce gaz mystérieux, violemment toxique, à forte odeur d'ammoniac a déjà tué depuis le mois d'avril des dizaines d'animaux marins et terrestres. Il indispose et inquiète gravement la population côtière de l'État du Rio Grande do Sul.

Des chevaux, des chats sont morts dans d'atroces convulsions, les yeux exorbités, vomissant du sang. Certains habitants de la côte se sont plaints d'irritations des voies respiratoires. Quelques-uns ont été hospitalisés.

Cette réapparition subite des émanations toxiques contredit, selon les chercheurs, la thèse officielle de la « marée rouge ». Le ministère de la Santé a en effet attribué le phénomène à la prolifération anarchique d'algues microscopiques qui, en mourant, dégagent des gaz toxiques.

En vif désaccord avec les autorités, certains chercheurs affirment, analysés à l'appui, que cette contamination est due à des substances chimiques dangereuses déversées en mer et non à des causes naturelles. A leurs yeux, le gouvernement tente de masquer la réalité par la crainte d'être accusé d'imprévoyance.

IL Y A 7 ANS...

Sans doute la réponse est-elle dans les soutes du navire brésilien « Taquari ». Ce cargo appartenant à la compagnie « Lloyd Brasileiro » s'est échoué, il y a sept ans, sur un écueil au large de la côte uruguayenne, près de la frontière brésilienne.

Il transportait, pour le compte de la compagnie américaine « Dow Chemical » d'importantes quantités de substances chimiques extrêmement toxiques. A la suite de violentes tempêtes survenues en mars dernier, c'est-à-dire peu de jours avant l'apparition du phénomène de contamination, le cargo s'est brisé en trois et a coulé. Les produits chimiques se seraient alors libérés dans l'eau et dans l'air.

Dans un télégramme adressé récemment aux autorités, la firme américaine a précisé que le « Taquari » transportait plusieurs tonnes de soudes, de propylène et d'éthylénimie. Elle leur a demandé d'alerter la population pour qu'elle évite tout contact avec les cylindres d'acier rouge qui auraient pu échouer sur les plages.

CE N'EST PAS RÉGLÉ

L'association de défense de la nature de l'État du Rio Grande do Sul est convaincue que le navire transportait également du mercure. Elle a décidé de saisir la justice pour que la « Dow Chemical » et la « Lloyd Brasileiro » publient la liste complète du chargement du navire.

Pour la première fois, le Secrétaire fédéral brésilien chargé de l'environnement, M. Paulo Nogueira Neto, a admis mardi l'existence de mercure en mer le long des côtes Sud du Brésil. Cependant, il affirme que cette quantité est insuffisante pour mettre en danger la population.

Au mépris des faits, une partie de la population du Rio Grande do Sul vit hantée par le « Mal de Minamata » apparu, il y a quelques années au Japon, à la suite de déversements de mercure en mer. Près de 250 personnes en sont mortes et plus d'un millier sont handicapées. Le mal ne s'était manifesté que plusieurs années après la contamination de la mer.

Le ministre brésilien a cependant avoué : « Dans dix ans, nous parlerons encore probablement de ce problème ».

Pour correspondre
avec le journal appelez au

205 51 10

URSS VLADIMIR KLÉBANOV TRANSFÉRÉ EN PRISON

Vladimir Klébanov, l'un des fondateurs du « Syndicat indépendant » qui tente de se constituer en Union soviétique, a été transféré de l'asile psychiatrique à la prison de Donetsk (Ukraine), a annoncé samedi un porte-parole du mouvement Kouvakine.

Les charges pesant sur V. Klébanov, arrêté le 7 février dernier, ne sont pas connues. Cet ancien mineur de 46 ans avait déjà été interné pendant plus de quatre ans dans un hôpital psychiatrique, après avoir essayé de créer un syndicat « indépendant » dans les années 60.

Trois autres militants du « syndicat » sont actuellement en prison ou en asile psychiatrique, et son « Comité d'organisation » compte maintenant douze membres, a révélé Vsevolod Kouvakine.

Ce dernier, ancien ouvrier de 36 ans, ayant acquis une formation de juriste, a ajouté que la police l'a menacé d'arrestation s'il ne trouvait pas de travail. Licencié en novembre dernier de son poste dans l'organisation des syndicats officiels, il n'a essayé que des échecs dans ses démarches pour retrouver un emploi.

STRASBOURG «MATCH DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE ARGENTIN

Un match particulier s'est déroulé samedi place Kléber à Strasbourg pour protester contre la Coupe du monde qui doit se tenir en Argentine en juin prochain.

A l'appel du COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation du Mondial par l'Argentine, (quelque 400 personnes, ont participé à la manifestation qui comportait également des sketches sur la torture, le chômage et la disparition des religieuses françaises en Argentine.

Le match opposait une équipe de joueurs revêtus de tee-shirts avec des inscriptions hostiles au régime du général Videla à une équipe de militaires en treillis, casqués et armés de matraques, qui avaient préalablement chargé pour ménager un terrain de football sur la grande place du centre de Strasbourg. Les buts étaient figurés par deux grandes potences de 2,50 m. Le COBA, qui a, selon ses organisateurs, recueilli en France près de 50 000 signatures, réclame dans un communiqué que l'équipe de France ne se rende pas en Argentine, à moins que d'ici juin, le général Videla ne révèle le sort de tous les prisonniers politiques et ne rétablisse intégralement toutes les libertés bafouées.

ENCORE QUATRE MILLE TONNES DE PÉTROLE DANS LA MER !

Environ 4 000 tonnes de pétrole se sont répandues dans la mer au large de la côte du Norfolk (est de l'Angleterre), provenant du pétrolier grec « Eleni V » coupé en deux samedi à la suite d'une collision avec le cargo français « Rosaline ».

Les 39 hommes d'équipage du pétrolier grec « Eleni V » sont sains et saufs.

La section arrière du pétrolier grec a coulé mais l'avant du tanker, contenant 8 000 tonnes de brut, est intact. Plusieurs navires anti-pollution ont fait route vers les lieux de l'accident, où une nappe de pétrole de deux cents mètres de long et de cent mètres de large a été repérée.

Un remorqueur a quitté le port de Great Yarmouth et fait route vers la zone de la collision pour tenter de remorquer l'arrière de « l'Eleni V » qui menace d'endommager des canalisations sous-marines de gaz.



● Allemagne de l'Ouest Brejnev menace :

«Attention, une nouvelle guerre est possible»

(suite de la page 1)

— Ces accords apportent le soutien du gouvernement Ouest-allemand à la démagogie de l'URSS sur la fautive détente :

— Ils apportent à l'URSS la promesse de nouveaux crédits Ouest-allemands qui seront investis en URSS et l'aideront à développer son économie et à renforcer ainsi son potentiel militaire.

Pendant toute sa visite, Brejnev a fait la preuve de son intransigeance. Comme le notait un politicien Ouest-allemand, « l'URSS a toujours compris la détente seulement comme la satisfaction de ses désirs »

Brejnev s'est refusé à discuter des questions litigieuses (Berlin, les minorités allemandes d'URSS, la division de l'Allemagne). L'a-

gence Tass a censuré les passages du discours du Président fédéral sur ce sujet. Et le porte-parole de Brejnev, Samiatine, a répondu séchement à des journalistes : « Je ne veux plus entendre parler de Berlin ».

Mis à part le petit parti pro-soviétique (DKP), personne en Allemagne n'a manifesté d'enthousiasme ou de joie au cours de la visite du chef de file du social-impérialisme soviétique. La presse en souligne le peu de résultats. Les milieux économiques — intéressés aux profits qu'ils tirent du commerce avec l'Est — n'ont pas caché leur déception ni les dangers de ces relations pour leurs intérêts : car en échange d'usines entières construites par les monopoles Ouest-alle-

mands en URSS, le social-impérialisme livre à la RFA les produits qui sortent de ces usines et font de la concurrence aux marchandises Ouest-allemandes.

Même l'un des pionniers de la politique à l'Est, le social-démocrate Egon Balu a évoqué les soucis que lui causait « la supériorité militaire de l'URSS ».

Mais l'attitude des dirigeants de Bonn, la conciliation à l'égard de Brejnev, ne peuvent que conforter le social-impérialisme dans le renforcement de son potentiel militaire, c'est-à-dire dans ses préparatifs de guerre.

MANIFESTATION CONTRE BREJNEV

A Bonn, jeudi, 1 200 personnes ont manifesté, à l'appel de l'Association pour les droits de l'homme, contre la répression qui frappe les dissidents en URSS et dans tous les pays qu'elle domine. Grigorenko, officier soviétique expulsé d'URSS après avoir été

emprisonné dans un asile psychiatrique, et Helmut Nitsche, universitaire expulsé de RDA après avoir fondé un Comité pour les droits de l'homme, ont pris la parole au cours du meeting.

Et à Hambourg, samedi, 3 000 personnes ont répondu à l'appel du Comité contre la répression politique dans les deux parties de l'Allemagne et ont défilé dans les rues de Hambourg en scandant des mots d'ordre : « Front uni international contre les deux super-puissances », « Brejnev nouvel Hitler », « Solidarité avec les peuples d'URSS et d'Europe de l'Est », etc.

L'après-midi, la revue Befreiung (Libération) organisait un meeting de dénonciation du social-impérialisme. Y prirent la parole, outre des dissidents expulsés d'URSS, de RDA, de Pologne, de Tchécoslovaquie, Uo Lenz, membre du Comité central du Parti communiste d'Allemagne (KPD).

Dans « PÉKIN INFORMATION »

Tous les documents de la
Ve session de l'Assemblée nationale populaire
et de la Conférence consultative du peuple chinois
(Nos 10 et 11)
et de
La Conférence nationale sur les sciences
(No 13)

Le numéro : 1 F
L'abonnement d'un an : 30 F
Pour tout renseignement, écrire à :
E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 - Paris

Procès d'un policier

Une «bavure» criminelle

Lundi, s'est ouvert à Versailles au tribunal correctionnel le procès d'un policier poursuivi pour coups et blessures volontaires. Les faits remontent à quatre ans et ce n'est qu'aujourd'hui qu'a lieu le procès. Le policier poursuivi avait tiré sur un jeune de 16 ans qui conservera toute sa vie des séquelles de ses blessures.

Le soir du 2 décembre 1973, un patron de bistro appelle la police car chez lui quelques jeunes font beaucoup de bruit et se querellent quelque peu avec les consommateurs. A bord d'un car de police, le sous-brigadier Barre reçoit l'appel. Quand le car de police arrive au café, tous les jeunes quittent en vitesse les lieux. Marc Heiry venu avec son frère prendre un verre à la sortie du cinéma, fait comme les autres. Ils ne veulent pas avoir affaire

à la police et ils s'en vont dès que les policiers arrivent.

Les apercevant, le sous-brigadier les poursuit avec un autre flic. Ils crient dans leur direction « arrêtez ou je tire » puis tirent à deux reprises. Marc sera atteint par une balle dans le dos, balle qui sortira par l'abdomen. Il fera plusieurs mois d'hôpital.

Les policiers chercheront ensuite à camoufler leur geste : ils rechargeront leur arme et ne préviendront leurs supérieurs que plusieurs heures après. Un bruit aurait couru selon lequel ce serait un habitant du quartier qui aurait tiré. La police se garde bien de dire le contraire jusqu'à ce qu'on retrouve sur le chemin où les policiers ont commis leur forfait deux douilles de 7,65 mm. Le policier devra avouer.

● Avignon

Création d'un comité d'information sur l'Argentine

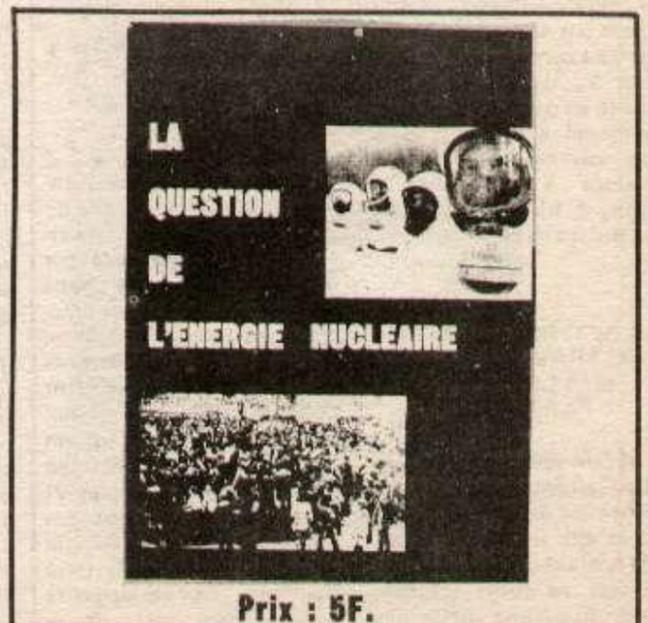
A Avignon, s'est déroulée mardi soir une réunion pour la formation d'un Comité d'information sur l'Argentine.

Le but de cette association et de soutenir l'action du COBA.

Les tâches ont été réparties : lettres aux commerçants qui font de la promotion sur certains articles en prenant pour support

le Mondial, organisation de réunions dans les villages avec film vidéo, vente de « l'Épique » avec panneaux explicatifs, lettre aux sportifs, intervention à l'entrée des stades, création d'un groupe de théâtre pour intervenir dans la rue, dans les grandes surfaces, etc.

Cette réunion regroupait trente-cinq personnes de diverses organisations.



Passez vos commandes à l'APN BP 279,
75 886 Paris Cedex 18